

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 17/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISONS DU MONDE (bâtiments H et I)**

Le Portereau  
BP 52402  
44120 Vertou

Références : D-0677-2024  
Code AIOT : 0006406050

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2024 dans l'établissement MAISONS DU MONDE (bâtiments H et I) implanté ZA Ecopole Mas de Laurent 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 10/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISONS DU MONDE bâtiments H et I
- ZA Ecopole Mas de Laurent 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006406050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt Bâtiment H est exploité pour stocker des produits de la société PROLOGIS.  
Les produits sont stockés en masse ou en racks suivant les cellules.

## Thèmes de l'inspection :

- Ouvrage hydraulique
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Chapitre 1.2 Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 1.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Chapitre 7.3 Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.3.4.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Chapitre 7.5 Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.5.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Chapitre 1.6 Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 1.6.1.	Sans objet
3	Chapitre 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages (...) de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 4.3.10.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la situation administrative du site et de contrôler certaines prescriptions portant sur le risque accidentel .

L'exploitant doit transmettre les justificatifs nécessaires pour démontrer la conformité des prescriptions avec suites.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Chapitre 1.2 Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 1.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :  <u>Un bâtiment dit H composé de :</u>  4 cellules d'environ 5 886 m <sup>2</sup> avec une hauteur sous ferme de 9,5 m 3 locaux de charge d'environ (180+81+81) 342 m <sup>2</sup> 1 local de chaufferie d'environ 45 m <sup>2</sup> Des locaux de bureaux et sociaux sur 2 niveaux d'environ 480 m <sup>2</sup> d'emprise au sol  <u>Un bâtiment dit I composé de :</u> 1 cellule d'environ 5 550 m <sup>2</sup> avec une hauteur sous ferme de 9,5 m 1 local de charge d'environ 80 m <sup>2</sup> 1 local de chaufferie d'environ 45 m <sup>2</sup> Des locaux de bureaux et sociaux sur 2 niveaux d'environ 200 m <sup>2</sup> par niveau
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les plans à jour de l'établissement. Cependant, ces plans concernent seulement le Bâtiment H et l'exploitant n'avait pas connaissance de la situation administrative relative au Bâtiment I.  Actuellement, le bâtiment H est utilisé par la société PROLOGIS (locataire).  Les plans présentés en séance respectent les dispositions prévues de la prescription contrôlée concernant le Bâtiment H.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours, un argumentaire justifiant que le bâtiment est une ICPE tierce. A défaut d'arguments recevables l'exploitant fournit les plans, conformément à la prescription contrôlée, relatifs au bâtiment I.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Chapitre 1.6 Modifications et cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 1.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare n'avoir pas procédé à des modifications notables de son site (Bâtiment H) sous réserve des justificatifs à apporter sur la situation administrative des deux bâtiments H et I, déclarés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Chapitre 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages (...) de rejet au milieu**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 4.3.10.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription partielle contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
HCT	5
DBO5	30
DCO	125
MEST	35

[...]

Constats :

Lors de la visite terrain, le point de rejet N°1 a été identifié au nord du site. Celui-ci est dirigé vers le fossé communal.

Post-inspection

L'exploitant a fourni le justificatif d'entretien datant du 07 juillet 2023 du séparateur débourbeur et a transmis le dernier rapport d'analyse N° AR-23-LK-244127-01 du 22/11/2023 produit par le Laboratoire Eurofins, justifiant la conformité des eaux analysées.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Chapitre 7.3 Infrastructures et installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription partielle contrôlée :</b>  [...]  Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a adressé la vérification périodique complète des protections contre la foudre réalisée le 17 janvier 2024 (référence rapport. RGC 29 947).  Le rapport transmis mentionne des non-conformités de l'installation de protection contre la foudre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu d'apporter dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport la preuve que les non conformités foudre sont soldées. Il sera notamment adressé le(s) certificat(s) de conformité suite aux travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Chapitre 7.5 Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2007, article 7.5.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La protection autonome par sprinkler est complétée et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation et conforme aux règles de l'art.  Elle est entretenue, vérifiée régulièrement et maintenue en état permanent de fonctionnement.  Elle est utilisable en période de gel.  L'ensemble de l'installation respecte la totalité des prescriptions techniques incluses dans les règles R1 de l'APSAAD notamment en ce qui concerne sa conception sa conformité et sa maintenance.

<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas transmis le justificatif d'entretien et de fonctionnement du dispositif de sprinklage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fourni dans un délai de 15 jours, le justificatif d'entretien et de fonctionnement du dispositif de sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours